

UNIVERSITE DE BORDEAUX

35, place Pey Berland

33000 BORDEAUX

Catégorie principale :

Fournitures

n°2025-019

Acquisition, livraison, installation, mise en service et prestations associées d'équipements de congélation par cryofixation haute pression et par immersion ultra-rapide pour la plateforme BIC de l'Université de Bordeaux

CCAG applicable : FCS

Cahier des Clauses Particulières

Table des matières

Article 1 - Objet de la consultation	4
Article 2 - Clauses techniques	4
2.1 Spécifications techniques	4
2.1.1 Contexte de la consultation	4
2.1.2 Spécifications techniques obligatoires.....	5
2.1.3 Autres spécifications techniques	5
2.1.4 Variantes techniques à la solution de base	5
2.1.5 Normes	6
2.2 Pilotage et suivi d'exécution	6
2.3 Périodes d'intervention	6
2.4 Garantie et service après-vente associé	6
2.5 Maintenance	7
2.6 Livraison, installation et mise en ordre de marche	8
2.6.1 Livraison	8
2.6.2 Modalités d'installation et de mise en ordre de marche	9
2.6.3 Plan de prévention.....	9
2.7 Formations et documentation technique	9
2.7.1 Formation.....	9
2.7.2 Documentation technique	10
2.7.3 Documentation sur les installations	10
Article 3 - Clauses administratives	11
3.1 Documents contractuels	11
3.2 Durée de l'accord-cadre	11
3.3 Forme de l'accord-cadre.....	12
3.4 Allotissement et montant(s)	12
3.5 Vérification et admission.....	13
3.5.1 Vérifications	13
3.5.2 Admission	13
3.6 Prix.....	13
3.6.1 Contenu des prix.....	13
3.6.2 Forme des prix.....	13
3.6.3 Actualisation des prix des fournitures autres que courantes.....	14
3.6.4 Révision des prix	14
3.6.5 Modalités de révision des prix	15
3.7 Exécution financière de l'accord-cadre	15
3.7.1 Avance.....	15

3.7.2	Facturation.....	16
3.7.3	Régime des paiements.....	16
3.8	Pénalités liées au retard et au travail dissimulé	17
3.8.1	Retard	17
3.8.2	Travail dissimulé.....	17
3.9	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	17
3.10	Assurances	18
3.11	Propriété industrielle et intellectuelle	18
3.12	Droit – langue	18
3.13	Confidentialité et protection des données	18
3.14	Résiliation	19
3.15	Clause de réexamen	19
3.15.1	Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur	19
3.15.2	Réexamen par avenant	19
3.16	Dérogations au CCAG-FCS	20

Article 1 - Objet de la consultation

Le présent accord-cadre est constitué de 2 lots :

Lot 1 : Achat, livraison, installation et mise en service d'un système de cryofixation haute pression, formation des personnels référents du Bordeaux Imaging Center à l'utilisation et à la maintenance de niveau I qui sera facilitée par la fourniture de manuels en français et en anglais.

Lot 2 : Achat, livraison, installation et mise en service d'un système de cryofixation par immersion ultra-rapide, formation des personnels référents du Bordeaux Imaging Center à l'utilisation et à la maintenance de niveau I qui sera facilitée par la fourniture de manuels en français et en anglais.

Des prestations venant compléter le besoin pourront également être acquise dans le cadre de l'objet de l'accord-cadre.

Article 2 - Clauses techniques

2.1 Spécifications techniques

2.1.1 Contexte de la consultation

Présentation du contexte et de l'objectif de la consultation (par ex : contexte scientifique, projet de recherche dans lequel s'inscrit l'acquisition etc.).

Le Bordeaux Imaging Center (BIC, UAR 3420 CNRS/UB -US4 INSERM) est une plateforme technologique en imagerie qui met à disposition de la communauté scientifique, académique et industrielle une offre de prestation de service, de formation et de R&D. Le BIC propose la mise à disposition d'équipements et d'expertises pour la préparation des échantillons, l'acquisition et le traitement d'images en biologie (animale et végétale), santé et biomatériaux. Le BIC, labélisé au niveau national Infrastructure en Biologie Santé et Agronomie (IBISA), est partie intégrante de l'infrastructure distribuée France Bio-Imaging et de l'ERIC EuroBioimaging.

Lot 1 : Le projet CryoCLEMLive s'articule autour du développement d'un continuum technologique de cryo-microscopie électronique pour la microscopie corrélative (couplage microscopies photonique et électronique), afin de mettre à disposition de la communauté scientifique des équipements et des méthodologies de microscopie depuis la cryo-préparation d'échantillons jusqu'à l'imagerie haute résolution de la structure native des échantillons. La finalité répond aux besoins grandissants et pressants de la communauté scientifique d'observer et de comprendre les nanostructures à haute résolution dans un état proche du natif à partir d'échantillons vivants ou fortement hydratés.

Cette partie du projet s'applique à déployer un flux de travail complet en microscopie corrélative, depuis l'analyse préalable d'échantillons biologiques vivants par microscopies 3D à feuille de lumière jusqu'à la préparation d'échantillons par cryofixation haute pression et leur observation en cryo-microscopie électronique à balayage (CryoMEB).

Lot 2 : Dans le cadre de la mise en place de nouvelles technologies, nous avons obtenu le financement d'un projet : Equipex+ (appel 2020, NanocryoCLEM), qui vise à mettre en place la microscopie corrélative en condition cryo-génique. Notre demande porte sur l'achat d'un système de congélation ultra-rapide des échantillons épais de type cellules en culture. En effet, la préparation des échantillons épais par congélation ultra-rapide est une étape cruciale. Les derniers développements en biologie structurale sur des échantillons épais congelés et hydratés (cellules cultivées sur des supports spécifiques) pour son observation par cryo-tomographie demandent un système adapté simple et reproductible.

2.1.2 Spécifications techniques obligatoires

Description précise et exhaustive du besoin (aspects matériels, techniques, fonctionnels, caractéristiques du produit, description des prestations attendues, ...) => les offres reçues devront être conformes à toutes ces spécifications techniques (éléments de régularité de l'offre), à défaut elles seront irrégulières et devront être éliminées.

L'ensemble des spécifications techniques obligatoires (fonctions de niveau 1) figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (tableau des exigences techniques et fonctionnelles).

2.1.3 Autres spécifications techniques

Description précise et exhaustive du besoin (aspects matériels, techniques, fonctionnels, caractéristiques du produit, description des prestations attendues, ...) => les offres reçues pourront répondre à ces spécifications, qui constituent des éléments de performance de l'offre

L'ensemble des spécifications techniques (fonctions de niveau 2) figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (tableau des exigences techniques et fonctionnelles).

2.1.4 Variantes techniques à la solution de base

☐ Article sans objet

☒ Le présent article s'applique.

Elles :

☒ Peuvent porter sur les éléments identifiés ci-après :

- Variante 1 : Une variante environnementale ayant pour objet la fourniture d'un équipement reconditionné. Les performances techniques doivent être au moins équivalentes à celles d'un produit neuf non reconditionné, en termes de fonctionnalités, de fiabilité et de durée de vie.
Le dispositif proposé doit être entièrement fonctionnel, sans défauts de fabrication ou d'utilisation qui pourraient impacter sa performance.
- Variante 2 : La variante technique constitue une alternative à la solution, le cas échéant, identifiée par le pouvoir adjudicateur aux articles 2.1.2 « Spécifications techniques obligatoires de la solution de base » et 2.1.3 « Autres spécifications techniques de la solution de base » ci-avant, qui constituent la solution technique de base.

La variante ne doit pas remettre en cause le niveau de performances attendu. Elle doit répondre aux spécifications fonctionnelles dès lors qu'elles ont été définies et identifiées comme obligatoires.

☒ Ne peut pas porter sur les éléments identifiés ci-après : fonctions de niveau 1

(Les deux cases ci-dessus peuvent être cochées. Pour chaque case cochée, des précisions doivent être apportées)

Elle présente un caractère :

- ☐ Obligatoire (dans ce cas, elle est obligatoirement définie dans l'offre)
- ☒ Facultatif (dans ce cas, le Titulaire l'aura proposée dans son offre s'il le souhaite)

(Cocher une des deux cases ci-dessus. Si aucune case ci-dessus n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, la variante présente un caractère facultatif)

Elle doit (si obligatoire) /peut (si facultative) être présentée :

- ☒ En plus de la solution de base
- ☐ A la place de la solution de base

- ☐ En plus ou à la place de la solution de base

(Une seule case est à cocher ci-dessus. Si aucune case n'est cochée, le choix « en plus ou à la place de la solution de base » s'applique par défaut)

A la notification, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de choisir la variante plutôt que la solution de base.

2.1.5 Normes

Les fournitures objet de l'accord-cadre doivent être conformes aux normes CE homologuées ou équivalentes.

Des normes spécifiques peuvent être ajoutées :

2.2 Pilotage et suivi d'exécution

Le titulaire aura désigné dans son offre les coordonnées de la personne qu'il aura mandatée comme interlocuteur auprès de l'université, qui sera chargée d'assurer ou de faire assurer l'exécution de l'accord-cadre selon les termes contractuels et l'engagement du titulaire. Cet interlocuteur assurera également la responsabilité du contrôle interne opéré par le titulaire pour assurer le niveau de qualité d'exécution requis.

Les coordonnées du représentant de l'université de Bordeaux chargé du pilotage et du suivi d'exécution seront communiquées au titulaire à la notification, par le service prescripteur du besoin objet de l'accord-cadre.

Ces interlocuteurs respectifs se concerteront pour assurer la meilleure exécution du besoin.



Tout changement d'interlocuteur sera porté à la connaissance de l'autre partie sans délai et par écrit.

2.3 Périodes d'intervention

Si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le présent article s'applique par défaut.

☐ Article sans objet.

☒ Le présent article s'applique.

Aucune intervention du titulaire ne pourra avoir lieu sur les périodes de fermeture de l'université de Bordeaux, soit entre Noël et le Jour de l'An et les trois premières semaines d'août. Ces périodes seront précisées au titulaire par le représentant de l'université chargé du pilotage et du suivi d'exécution de l'accord-cadre.

2.4 Garantie et service après-vente associé

Paragraphe à compléter.

Lorsque, durant la garantie, la **privation de jouissance** s'étale sur une période d'au moins **trente jours calendaires** à compter de la date à laquelle le titulaire en a été informé, l'université de Bordeaux peut exiger qu'un matériel de remplacement équivalent soit mis à sa disposition sans frais supplémentaire jusqu'à la mise au point ou la réparation ou l'échange standard de l'équipement sous garantie.

Le titulaire est alors tenu de s'exécuter dans le délai maximum déterminé en annexe 1 à l'acte d'engagement, à compter de la demande de l'université formulée par écrit.

Lorsque la mise au point ou la réparation demandée sur le matériel sous garantie n'est pas réalisée dans un délai de **soixante jours calendaires** à compter de la date à laquelle le titulaire a été informé de la privation de jouissance, le titulaire est tenu à un échange standard dans le délai maximum déterminé en annexe 1 à l'acte d'engagement, calculé à compter de cette date de prévenance. Les dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS s'appliquent.

La garantie fournie au titre de l'accord-cadre et sur laquelle le Soumissionnaire s'engage au titre de l'accord-cadre comprend : pièces, main d'œuvre, assistance téléphonique, déplacements/frais de séjour et frais de conditionnement, d'emballage et de transport aller-retour inclus.

Elle s'applique à l'équipement et au logiciel associé (dès lors que les résultats attendus ne peuvent être atteints avec l'équipement seul).

Les consommables en sont exclus.

En l'espèce, **la durée de garantie minimum, qui court à compter de la date d'admission, est déterminée en annexe 1 à l'acte d'engagement.** Elle ne peut être inférieure à un an.

Son prix est compris dans le prix d'acquisition.

Au titre de cette garantie :

Le Titulaire s'oblige, à ses frais, à remettre en état ou à remplacer tout ou partie du dispositif acquis afin qu'il remplisse ses fonctions au niveau optimal.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage :

1. Sur les délais définis en annexe 1 à l'acte d'engagement ;
2. Sur les conditions de mise en œuvre qu'il aura définies dans son offre. Lors de la consultation, l'offre du titulaire se sera notamment distinguée sur les points suivants :
 - Qualité du support technique, assistance, hot-line (n° d'appel non surtaxé),
 - Rapidité des interventions,
 - Disponibilité des pièces détachées,
 - Qualification du personnel dédié.

Le titulaire aura par ailleurs joint dans son offre l'organigramme de la structure SAV qu'il propose pour le présent accord-cadre. Un interlocuteur unique en matière de support et de garantie sur l'ensemble de la configuration matérielle et logicielle est vivement souhaité.

Les périodes d'interventions s'étendront du lundi au vendredi de **9 h 00** à **17 h 30**, jours fériés exclus.

2.5 Maintenance

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☐ Article sans objet

☒ Le présent article s'applique.

Les recommandations en matière de maintenance préventive et corrective et les protocoles de vérification des équipements auront été remis par le soumissionnaire dans son offre.

2.6 Livraison, installation et mise en ordre de marche

Le Titulaire assure la livraison, l'installation et la mise en ordre de marche **impérativement dans le délai contractuel maximum** sur lequel il s'est **engagé** dans son offre (annexe 1 à l'acte d'engagement). A défaut, il encourt les pénalités prévues au présent document.

Compte tenu du fonctionnement de l'Université et des dispositions de l'article 2.3 du présent document, **les jours précis de la livraison, d'installation et de mise en ordre de marche sont déterminés d'un commun accord entre le Titulaire et le représentant de l'université.**

Le Titulaire laissera le chantier propre quotidiennement après chaque intervention (enlèvement des débris et déchets, nettoyage, rangement etc.). Il assurera également la gestion de ses déchets et à ce titre se conformera à la réglementation en vigueur concernant la collecte, le transport, le stockage et l'évacuation des déchets.

2.6.1 Livraison

Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, les matériels sont transportés aux risques et périls du Titulaire jusqu'au lieu de destination finale et à ses frais.

A l'issue de la livraison, un bordereau de livraison est présenté au responsable qui le date et le signe pour attester de la livraison. Un exemplaire du bordereau est remis à chacune des parties.

Ce bordereau comporte notamment :

- La référence du présent accord-cadre (n°- objet) ;
- L'identification du Titulaire ;
- La date d'expédition et de livraison ;
- L'adresse précise de livraison ;
- L'identification précise du destinataire ;
- L'identification du matériel et des prestations effectuées ;
- Les quantités livrées.

Les réserves éventuelles sont portées sur le bordereau de livraison.

A défaut de bordereau de livraison ou de double remis au Titulaire avec la signature datée du service destinataire, la date de réception constatée de fait par le service destinataire est retenue comme date de livraison.

La livraison sera réalisée à l'adresse suivante pour le **lot 1** :

Université de Bordeaux
Bordeaux Imaging Center - Pôle d'Imagerie Électronique
Site Carreire
Centre d'Appui à la Recherche et de Formation (CARF),
1er étage
146 rue Léo Saignat
33076 Bordeaux

Un monte-charge est à disposition pour arriver à l'étage (taille 89cm de large et 2m de profondeur)

La livraison sera réalisée à l'adresse suivante pour le **lot 2** :

Université de Bordeaux, Bordeaux Imaging Center - Pôle d'Imagerie Photonique
Site Carreire - Centre Broca Nouvelle Aquitaine,
1er étage - 146 rue Léo Saignat 33076 Bordeaux

Aucune livraison effectuée à une adresse erronée ne pourra être acceptée.

Sont à la charge du Titulaire : le conditionnement, le chargement, le transport, le déchargement, l'acheminement sur le lieu d'installation (y compris en étage le cas échéant), le déballage et l'enlèvement des emballages et, s'il y a lieu, le montage de l'équipement.

Le Titulaire est également responsable de toute dégradation, de quelque nature qu'elle puisse être, occasionnée par la faute du transporteur ou de ses préposés tant aux bâtiments, terrains, plantations et installations de l'Université, qu'aux personnes.

L'Université se réserve le droit d'exécuter elle-même, ou de faire exécuter, au compte du Titulaire la réparation des dommages causés par la livraison.

L'installation et la mise en ordre de marche sont à réaliser au moment de la livraison.

Si l'installation et la mise en ordre de marche doivent intervenir postérieurement à la livraison, l'autorisation expresse et écrite du représentant de l'université visé l'article 2.2 ci-avant doit avoir été recueillie. Dans ce cas, l'université assumera la responsabilité du dépositaire entre la livraison et l'admission de l'équipement. Cette responsabilité cessera, en cas d'ajournement ou de rejet, à partir de la reprise par le titulaire des prestations ajournées ou rejetées.

A défaut d'avoir recueilli l'autorisation de l'université, par dérogation à l'article 20.1.2 du CCAG-FCS, l'université n'assumera pas la responsabilité du dépositaire.

2.6.2 Modalités d'installation et de mise en ordre de marche

L'installation du matériel et la mise en ordre de marche sont effectuées dans les locaux désignés par l'Université, l'adresse de livraison étant mentionnée à l'article 2.6.1 ci-avant.

Le Titulaire livre, installe et met en ordre de marche les équipements et son matériel associé à compter de la date de notification de l'accord-cadre par l'Université dans le délai qu'il aura indiqué dans son offre, établie conformément aux dispositions de l'article 2.6.1 ci-avant. Le dépassement du délai proposé par le Titulaire dans son offre entraînera l'application des pénalités prévues au présent document.

☒ Ces opérations sont effectuées en présence du responsable désigné pour l'Université à l'article 2.2 ci-avant.

2.6.3 Plan de prévention

Si un plan de prévention doit être établi par le titulaire avant début d'exécution, conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992, **ce document devra impérativement être signé par les deux parties avant le début d'exécution de l'accord-cadre (avant le début des prestations).**

Il intégrera les contraintes et spécificités de l'établissement en relation avec les interventions réalisées par le titulaire, le prestataire contractant s'engageant à respecter et à faire respecter par ses personnels et sous-traitants éventuels préalablement agréés, les termes du plan de prévention comprenant les consignes de sécurité générales et particulières.

2.7 Formations et documentation technique

2.7.1 Formation

Si aucune des deux cases ci-dessous n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le présent article s'applique.

☐ Article sans objet.

☒ Le présent article s'applique.

La formation proposée doit être d'une durée suffisante pour permettre aux utilisateurs d'assurer la mise en route, le maniement selon les préconisations d'usage, ainsi que la sécurité liée à son usage et l'entretien courant selon les préconisations d'usage. La formation vise à rendre les utilisateurs autonomes sur ces points.

Elle peut comprendre une formation initiale et une formation complémentaire ultérieure à la formation initiale. Elle est exécutable conformément aux prescriptions déterminées en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le prix de la formation initiale est à inclure dans la partie fractionnée de l'annexe 1 à l'AE.

2.7.2 Documentation technique

2.7.2.1 Documentation sur l'équipement

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☐ Article sans objet.

☒ Le présent article s'applique.

Si le présent article s'applique et qu'aucune case n'est cochée, il s'applique, par défaut avec fourniture de la documentation en français ou en anglais et des plans.

Le Titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement, la documentation technique nécessaire à l'utilisation en toute sécurité et au fonctionnement de l'équipement, ainsi qu'à son entretien courant :

☒ En langue française,

☒ En langue française ou anglaise

☒ Les plans mécaniques, électriques et électroniques font partie de la documentation technique fournie.

2.7.2.2 Documentation sur le logiciel

Si aucune case n'est cochée, le présent article s'applique par défaut.

☐ Article sans objet.

☒ Le présent article s'applique.

Le Titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement :

- La documentation relative à l'utilisation du logiciel. En cas d'évolution ou de correction de bugs, il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix pendant la période de garantie.
- Les clés permettant l'installation et l'utilisation du logiciel, sous format directement exploitable par l'université de Bordeaux. Ces clés doivent permettre d'utiliser l'équipement aux fins pour lesquelles il a été acquis, sur la durée de vie effective de l'équipement.

2.7.3 Documentation sur les installations

Si aucune case n'est cochée, le présent article ne s'applique pas.

☒ Article sans objet.

□ Le présent article s'applique.

Le Titulaire remettra, au plus tard à la mise en ordre de marche de l'équipement, tous les plans d'exécution conformes des installations, permettant d'identifier précisément la localisation et la nature des éléments implantés.

Article 3 - Clauses administratives

3.1 Documents contractuels

Le présent article déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Les spécifications fonctionnelles et techniques portées par le pouvoir adjudicateur en annexe 1 à l'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux accord-cadres publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- La réponse technique et financière du titulaire, portée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement,
- **Le cas échéant, autres pièces à lister :**

Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de divergence, les pièces et leur contenu prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3.2 Durée de l'accord-cadre

La durée du présent accord-cadre court à compter de sa notification, pour une durée ferme de **quatre (4) ans**. L'exécution de la partie ordinaire débute à compter de cette notification.

La conclusion des marchés subséquents passés au titre de la partie fractionnée peut se faire jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

(Si le contrat a une durée supérieure à 4 ans, les marchés subséquents destinés aux acquisitions d'équipements et accessoires ne peuvent être conclus que durant les quatre premières années du contrat)

Chaque marché subséquent est passé à la survenance du besoin pour une durée maximale de douze (12) mois, sauf disposition contraire prévue marché subséquent (dans tous les cas, leur durée ne peut excéder quatre ans).

La conclusion des bons de commande, d'une durée de validité maximale de douze (12) mois, peut se faire sur la durée de l'accord-cadre (ou sur les quatre premières années du contrat si celui-ci est d'une durée supérieure).

Autres précisions, le cas échéant :

Le Titulaire est contractuellement lié par les engagements consentis avec l'Université, et ce même si les prestations s'exécutent après la date de fin de l'accord-cadre.

3.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend la forme d'un Accord-cadre mixte mono-attributaire, avec une partie ordinaire forfaitaire et une partie fractionnée, s'exécutant par la conclusion de bons de commande et/ou de marchés subséquents. L'accord-cadre se décompose comme suit pour l'ensemble des lots :

Cases à cocher :

- **Une partie ordinaire** qui débute à sa notification. Elle regroupe l'ensemble des prestations relatives a :
 - ☒ L'acquisition, la livraison, l'installation, la mise en marche du dispositif et à la garantie de base associée ;
 - ☒ La fourniture de la documentation technique de l'équipement commandé ;
 - ☐ La prestation de formation initiale des utilisateurs ;
 - ☐ Aux prestations supplémentaires choisies.
- **Une partie fractionnée :**
 - S'exécutant par **bons de commande** à la survenance du besoin pour les éléments **dont les prix sont définis en annexe à l'acte d'engagement** :
 - S'exécutant par **marchés subséquents** conclu à la survenance des besoins en vue de l'exécution des prestations **dont les prix ne sont pas définis en annexe à l'acte d'engagement**.

L'engagement ferme du Pouvoir adjudicateur est constitué par la partie ordinaire.

3.4 Allotissement et montant(s)


Le présent accord-cadre est constitué de deux lots :

LOT	Intitulé	Montant HT partie ordinaire	Montant HT maximum sur la durée
1	Cryofixateur Haute Pression	270 000 €	375 000 €
2	Système de congélation par immersion ultra-rapide	65 000 €	100 000 €

Le montant de la partie ordinaire est plafonné à hauteur des montants indiqués en partie ordinaire pour chacun des lots.

Le montant maximum sur la durée de l'accord-cadre est fixé à 475 000 € HT.

Seul le montant de la partie ordinaire constitue l'engagement ferme du pouvoir adjudicateur.

 *Ce montant maximum représente une estimation de la valeur maximale de l'ensemble des prestations susceptibles d'être commandées par l'université de Bordeaux pendant les 4 années d'exécution de l'accord-cadre (prestation de base de la partie ordinaire, bons de commande de la partie fractionnée et marchés subséquents, tout confondu). Ce montant ne correspond donc nullement au budget effectivement disponible*

Les soumissionnaires peuvent répondre à l'ensemble des lots de l'accord-cadre et peuvent se voir attribuer l'ensemble des lots ci-avant.

3.5 Vérification et admission

3.5.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives prévues au chapitre 5 du CCAG/FCS ont pour but de constater que les matériels livrés répondent bien aux stipulations de l'accord-cadre.

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'Université dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS. Néanmoins, :

- Par dérogation à l'article 27.3, le titulaire n'est pas avisé des jours et heures de ces vérifications
- Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, le délai qui lui est imparti pour procéder à ces opérations de vérification est de **30 jours ouvrés** à compter de la réalisation de la formation initiale.

3.5.2 Admission

À l'issue des opérations de vérification, le représentant du service demandeur de l'Université notifie sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations conformément aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou à défaut de décision, dans le délai de 30 jours visé à l'article 3.5.1 ci-avant. La facture correspondante pourra alors être établie.

Les décisions d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations sont traitées conformément aux dispositions de l'article 30 CCAG-FCS.

3.6 Prix

3.6.1 Contenu des prix

Article à compléter le cas échéant

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire, ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance, l'installation et la mise en service, la formation, la fourniture de documentation, la garantie et le service après-vente associé.

Les prix de règlement incluent la TVA au taux en vigueur au moment de l'admission.

3.6.2 Forme des prix

Le prix est forfaitaire selon le montant HT porté à l'acte d'engagement pour la partie ordinaire, et ferme sur la durée de l'accord-cadre. Le titulaire aura fourni dans son offre :

- **Une décomposition du prix global et forfaitaire de l'offre faisant apparaître distinctement les prix :**
 - De l'équipement et du logiciel associé dès lors que la solution acquise comporte une partie logicielle, et comprenant la garantie de l'ensemble,
 - De la documentation technique,

- De la livraison
- De l'installation et le cas échéant du paramétrage,

Il aura ajouté à cette décomposition des prix tout autre élément non cité ci-dessus mais dont le coût est intégré au prix forfaitaire proposé pour l'offre.

Les prix sont franco de port et de frais de dédouanement.

3.6.3 Actualisation des prix des fournitures autres que courantes

Le prix de l'équipement et le cas échéant, du logiciel associé, est **actualisable une fois si plus de trois mois** s'écoulent entre la date d'établissement du prix (date limite de remise des offres) et la date de notification, ou la date de début d'exécution si le début d'exécution ne peut avoir lieu à la notification du fait de l'université ou de ses préposés, par application de la formule suivante :

$$Pa = \frac{Pi \times In - 3}{Io}$$

Dans lequel :

- **Pa** = prix actualisé
- **Pi** = prix à la date limite de remise des offres
- **I** = index SHO-CK– Fabrication de machines et équipements
- **In-3** = valeur de l'index I du mois de notification ou de début d'exécution de l'accord-cadre moins 3 mois
- **Io** = valeur de l'index I au mois Mo

Le calcul d'actualisation du prix pourra être réalisé par la direction des achats, ou bien par le titulaire puis validé par la direction des achats. Il s'appliquera à la hausse comme à la baisse.

3.6.4 Révision des prix

Les prix de la partie fractionnée pourront être révisé annuellement à la date d'anniversaire de conclusion du contrat selon les formules suivantes :

3.6.4.1 Maintenance à l'attachement

Les prix sont définitifs et révisables à la hausse comme à la baisse et s'appliqueront selon la formule suivante :

$$P = P0(0.20 + 0.80(I1m/I1o))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P0 : prix contractuel initial, établi à la date de remise des offres

I1 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (INSEE NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

I1m = dernière valeur de I1 connue au moment de la révision des prix

I1o = valeur de I1 à la date de remise des offres de l'accord cadre et du marché subséquent

Tous les calculs sont arrondis au millième supérieur.

Clause de sauvegarde : par dérogation aux dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS, si cette révision conduit à une augmentation de plus de 3% par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat.

3.6.4.2 Autres prix de la partie fractionnée

Le prix des prestations et le cas échéant, du logiciel associé (à l'exclusion des autres prix issus de la décomposition des prix globaux et forfaitaires), est révisable au 1^{er} janvier de chaque année, à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant l'année de notification, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{Pi \times In}{Io}$$

Dans laquelle :

- **P** = prix révisé
- **Pi** = prix à la date de remise des offres
- **I** = index SHO-CK– Fabrication de machines et équipements (SALHOR4 base 100 juin 2017)
- **In** = valeur de l'index I du mois de notification ou de début d'exécution du marché
- **Io** = valeur de l'index I au mois Mo

Tous les calculs sont arrondis au millième supérieur.

Le Titulaire fait parvenir sa demande de révision et les prix révisés par lettre recommandée au plus tard un mois avant le 1^{er} janvier de l'année considérée, à l'attention de la Direction des Achats de l'Université de Bordeaux.

Les prix révisés sont applicables après accord de la Direction des Achats de l'Université de Bordeaux. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.6.4.3 Prix hors annexe 1 à l'AE (marchés subséquent)

Les prix des marchés subséquents sont fermes sur la durée du marché subséquent considéré.

3.6.5 Modalités de révision des prix

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par mail, à la Direction des Achats de l'Université de Bordeaux, ses nouveaux tarifs avec un préavis minimal de 30 jours avant la date prévue pour l'application de la variation. Cette notification sera obligatoirement accompagnée de toute preuve permettant de justifier de la bonne lecture des valeurs des indices définis ci-avant, et notamment l'impression des indices lus sur le(s) site(s) Internet dédié(s).

Les prix révisés sont applicables après accord signé de la Direction des Achats de l'Université de Bordeaux. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.7 Exécution financière de l'accord-cadre

3.7.1 Avance

Taux de l'avance à déterminer

Sauf renonciation du titulaire à l'acte d'engagement, tout accord-cadre d'un montant initial supérieur à **50 000€ HT** et dont la durée d'exécution est **supérieure à deux mois** donnera lieu au versement d'une avance dans les conditions définies aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance sera de **20%** d'une somme égale à 12 fois le montant minimum TTC divisé par la durée de l'accord-cadre en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant TTC de l'accord-

cadre. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC de l'accord-cadre.

3.7.2 Facturation

Seules les prestations figurant dans l'accord-cadre sont facturables.

Mentions obligatoires sur les factures

L'adresse ci-dessous doit impérativement être portée sur toute facture :

Université de Bordeaux
Service facturier
146 rue Léo Saignat
Bâtiment ED-CS 61292
33076 Bordeaux cedex

En outre, les factures comportent impérativement :

- La référence de l'accord-cadre (N° figurant en page de garde du présent document) et le numéro de son engagement juridique ;
- Le nom et l'adresse complète du destinataire des livraisons et prestations réalisés ;
- La date d'émission ;
- La désignation exacte des livraisons et prestations objet de la demande de paiement, qui ont été admises conformément aux dispositions de l'article 3.5 ci-avant ;
- Le détail des montants HT, le ou les taux de TVA en vigueur et les montants TTC associés (*) ;
- Le cas échéant le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application de la clause d'actualisation de prix prévue à l'article 3.6 ci-dessus.

Les factures non référencées à un numéro d'engagement juridique de l'Université de Bordeaux ne pourront pas être prises en considération.

(*) Si le Titulaire n'est pas un ressortissant national, le montant total de l'accord-cadre est facturé hors taxes. Pour un ressortissant communautaire, le numéro de TVA intracommunautaire de l'Université (FR23 130 018 351) y sera précisé.

Transmission des factures

*La facture sera obligatoirement déposée sur le portail **CHORUS PRO**. Les factures ne respectant pas cette obligation ne pourront pas être prises en considération*

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'Université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- *Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : 13001835100010*
- *Le numéro d'engagement juridique que vous aura transmis l'université de Bordeaux après la notification de l'accord-cadre, ou figurant sur la commande qui vous aura été notifiée.*

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>, dédié à la facturation électronique.

3.7.3 Régime des paiements

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum en application des articles 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture dès lors que la facture a bien été transmise dans les conditions définies au présent document. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle ces conditions sont réputées remplies.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires seront dus, conformément aux dispositions des articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le mode de règlement est le virement.

3.8 Pénalités liées au retard et au travail dissimulé

3.8.1 Retard

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable ni exonération possible, une pénalité calculée par application des formules suivantes, dans lesquelles :

- P = montant HT de la pénalité,
- V = montant HT de la prestation ou de la fraction de prestation en retard (selon la décomposition des prix globaux et forfaitaires),
- R = nombre de jours de retard, à compter du lendemain du dernier jour du délai contractuel.

- Non-respect des délais contractuels de livraison, installation et mise en ordre de marche :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

- Non-respect des délais contractuels dans le cadre de la garantie :

$$P = \frac{V \times R}{300}$$

- Retard d'exécution de la formation initiale ou complémentaire :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}$$

Le montant total des pénalités applicables est limité à 25% du montant total HT de l'accord-cadre.

3.8.2 Travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N°2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

3.9 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire se conforme aux consignes générales édictées par l'Université en matière d'hygiène et de sécurité ainsi qu'aux dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Il en informe son personnel et ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire remet à l'Université une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Pour chaque sous-traitant présenté, il remet une attestation identique signée par celui concerné.

3.10 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations (responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil).

Tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit donc justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire est responsable, **tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels**, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'Université, les personnels et occupants de l'Université ou des tiers pourraient être victimes ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre sur le site précisé ci-dessus.

A ce titre et pendant toute l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire assumera les conséquences de toutes dégradations de son fait ou de celle de ses préposés, et procédera aux réparations sans délai.

3.11 Propriété industrielle et intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS relatives à la propriété intellectuelle s'appliquent

Le titulaire garantit l'Université contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis au titre de l'accord-cadre.

Si l'Université est victime d'un trouble dans la jouissance des matériels ou des logiciels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre ;
- Soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

L'Université, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété industrielle ou intellectuelle portant sur l'un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire, dans un délai de huit jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue,
- L'appeler en cause en qualité de garant et à soulever qu'il soulève les moyens utiles à sa défense,
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

3.12 Droit – langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

Sauf mention contraire au présent CCP, les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français et adressées au Président de l'Université Bordeaux, autorité représentant le pouvoir adjudicateur.

3.13 Confidentialité et protection des données

A compter du lancement de la consultation et pour une durée de dix (10) ans après l'échéance de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à observer et faire observer par ses personnels, sous-traitants

et intermédiaires éventuels, la plus grande discrétion sur toute information concernant les membres du groupement, quelle qu'en soit la nature.

Cette obligation s'étendant de la même manière à ses personnels, sous-traitants, intermédiaires éventuels ou autres tiers avec lesquels il est en relation, de quelque manière que ce soit, il lui appartient de recueillir leur engagement explicite de respecter strictement la confidentialité de ces données dans le cadre du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de justifier la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

3.14 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du présent accord-cadre conformément au chapitre VII du CCAG/FCS.

3.15 Clause de réexamen

En cas d'erreurs purement matérielles constatée sur les pièces contractuelles ou d'évolution réglementaire impliquant la modification de certaines dispositions contenues dans les documents contractuels listés à l'article 3.1 ci-avant, le pouvoir adjudicateur procédera aux modifications induites sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, à la condition que ces modifications n'entraînent pas de surcoût. Le titulaire en sera avisé.

Si cette condition n'est pas remplie, un avenant sera établi.

3.15.1 Réexamen par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur

En vertu des dispositions des articles R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les clauses contractuelles peuvent être réexaminées par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur dans les cas suivants :

- Dans le cas de rectification d'erreurs purement matérielles affectant les pièces contractuelles de l'accord-cadre ou des marchés subséquents passés sur son fondement, les documents corrigés se substituent aux précédents.
- Dans le cas d'évolution réglementaire impliquant la modification de certaines dispositions contenues dans les documents contractuels listés à l'article 3.1 ci-avant, à la condition que ces modifications n'entraînent pas de surcoût.

Les documents modifiés seront exécutoires dès leur notification au titulaire.

3.15.2 Réexamen par avenant

Dans tous les autres cas, si un accord est trouvé entre les parties, le réexamen des dispositions contractuelles pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant. Les dispositions contractuelles modifiées entreront en vigueur dès notification au titulaire.

Sont concernés par un réexamen par avenant :

- Les modifications affectant la personne morale du titulaire, notamment les fusions, scissions, absorptions, rachats, modifications sociales, ainsi que, dans le cas d'un groupement d'entreprises, la modification de sa composition.
- Les modifications liées à des opérations de restructuration du titulaire
- Les modifications dans les champs de compétences du titulaire, par transfert définitif de compétence ou par mandat temporaire de gestion, ayant pour résultat de confier la gestion de l'activité objet de l'accord-cadre à un opérateur tiers,
- La cession de l'accord-cadre à un opérateur tiers,
- La disparition du titulaire avec reprise d'actifs par un opérateur tiers.

Le transfert de l'accord-cadre nécessitera en tout état de cause l'assentiment préalable du pouvoir adjudicateur.

3.16 Dérogations au CCAG-FCS

Il est dérogé aux clauses de CCAG/FCS indiqués dans le tableau ci-dessous :

	articles CCP	articles CCAG FCS
Livraison/ Responsabilité de dépositaire	2.6.1	20.1.2
Documents contractuels	3.1	4
Avance	3.7.1	11
Vérifications / Admission	3.5.2	27 et 28
Pénalités pour retard	3.8.1	14

Lorsqu'il est dérogé à un article du CCAG/FCS, toutes les dispositions du CCAG/FCS qui ne sont pas contraires à la dérogation faite au présent CCAP s'appliquent.